

On ne prête pas... aux Russes : le crédit à la consommation en Russie à l'heure de la crise

Il y a cinq ans, la Russie faisait figure de paradis pour les banques occidentales : secteur financier enfin assaini, inflation maîtrisée et po-pulation très peu endettée... Les Russes entraient de plain-pied dans l'ère de la consommation et du crédit. En 2004, BNP Paribas, GE Capital et la Société Générale, très vite rejoints par Accord et Cetelem, avaient officiellement pris place sur le marché russe du crédit à la consommation, alors l'un des plus prometteurs d'Europe. Aujourd'hui, le secteur, durement touché par la crise, n'est plus consi-déré du même oeil par les banques. Le colloque « Crédit à la consommation en Russie », organisé par le Cercle Kondratieff et le cabinet de conseil Alttime à Paris le 9 avril dernier, vient à point nommé relayer l'inquiétude de professionnels qui comptent les pertes mais gardent espoir.

Un marché bancaire fortement touché

Plus perméable que d'autres pays à la crise internationale, à la fois à travers le marché des hydrocarbures et le secteur bancaire dépendant des devises étrangères, l'économie russe vacille. Le gouvernement l'admet enfin aujourd'hui. Cas exceptionnel : les prévisions de la Délégation Economique et Commerciale de Russie en France sont encore plus pessimistes que celles des agences de conseil.

Le marché bancaire en Russie, après un net recul en 2009, ne croîtra que de 5% en 2010 selon les estimations de la Deutsche Bank. Le crédit étant devenu plus coûteux en devises, les banques augmentent les taux, alors que le nombre des impayés ne cesse de progresser depuis cinq mois. La hausse du chômage, les retards de paiement de salaires, la baisse de salaires imposée aux salariés, le taux de change de plus en plus défavorable... de nombreux facteurs, réunis, font baisser le pouvoir d'achat et changent les habitudes de consommation. Les Russes ajournent leurs achats automobiles et immobiliers, dépensant le peu qui leur reste dans l'équipement hi-tech, les meubles et les travaux. Mais, même pour ces dépenses, ils tendent à choisir les solutions les moins chères et recourent moins au crédit. Le marché du crédit à la consommation, composé à 50%-70%



de crédits affectés¹, souffre tout particulièrement de ces changements.

Le crédit automobile entraîne le secteur dans sa chute

Le marché automobile russe a plongé fin 2008, lorsque le prix du crédit à la consommation s'est envolé en raison de la crise du secteur bancaire. Après une baisse des ventes automobiles continue de 40% par mois depuis trois mois, on doit s'attendre à une baisse de 60% pour l'année 2009, selon le ministre de l'Industrie russe Viktor Khristenko.

En un an, le marché du crédit auto a été divisé par cinq et le taux d'impayés y atteint 15%. Selon les données de l'agence Avtostat, les deux tiers des banques n'accordent plus de crédits auto, certaines grandes banques ne maintiennent plus que les crédits déjà accordés, et celles qui en accordent encore ont doublé leurs taux d'intérêt en six mois, passant de 12-14% à 25%-30% par an. Les crédits sans apport sont refusés (l'apport minimum est de 30%-40%), de même que les dossiers des clients

employés dans des secteurs considérés « à risque », comme la finance ou le bâtiment.

Les consommateurs tournent leurs espoirs vers le gouvernement : fin mars, Vladimir Poutine a annoncé une série de mesures pour soutenir le marché automobile russe, dont 2 milliards de roubles réservés au crédit automobile. L'Etat prendra en charge le coût du crédit pour l'achat de voitures fabriquées en Russie et coûtant moins de 350 000 roubles, à la condition d'un apport personnel de 30%. La mesure, jugée insuffisante par les professionnels, ne pourra pas satisfaire toutes les demandes, et elle risque de plus d'affecter les importations d'automobiles étrangères, non éligibles au remboursement du crédit et déjà affectées par la hausse des taxes à l'importation des véhicules.

Solutions

Les banques tentent aujourd'hui de diversifier leurs activités : ainsi, Rusky Standart, spécialisée encore hier dans les crédits immédiats, propose main-

tenant un compte épargne. Un autre chantier est à peine entamé : la réforme des services de recouvrement.

Pour aider les citoyens surendettés, de plus en plus nombreux, le gouvernement russe travaille sur un programme de restructuration des crédits à la

consommation (auxquels est associé le crédit immobilier) et a déjà alloué 60 milliards de roubles à l'Agence du crédit immobilier hypothécaire.

Perspectives

Ivan Prostavkov, chef de la délégation économique et commerciale de Russie en France, n'exclut pas une nouvelle vague de faillites bancaires en automne, ni une future dévaluation du rouble qui, précise-t-il, sans être endiguée, sera ralentie par la Banque Centrale russe. Le bureau d'analyse économique T-A-C prévoit une accélération de l'inflation et une nouvelle baisse de la demande.

L'avenir dépendra en grande partie de l'évolution du cours des hydrocarbures. Néanmoins, « dans tous les scénarios, la consommation progressera plus vite que le PIB », même si cette consommation restera volatile, estime Thierry Apotheker, directeur général de T-A-C. Les Russes, dont le taux d'équipement reste bien inférieur à la moyenne dans les pays PECO (pays d'Europe centrale et orientale), ne pourront se passer du crédit, qui a donc encore de beaux jours devant lui.

Daria Moudrolioubova

¹ Les crédits affectés sont accordés en vue de l'achat d'un bien mobilier (crédit auto ou moto par exemple) ou d'une prestation déterminée (crédit travaux).

Les Russes et le crédit

Le secteur bancaire russe est extrêmement fragmenté : il existe 1296 sociétés de crédit et 1114 banques, dont les dix plus grandes réalisent 55% de l'activité générale. Une partie d'entre elles risquent de disparaître avec la crise. Le marché des cartes de crédit est comparable à la situation française dans les années 1980 : environ 18% des magasins russes les acceptent (le taux monte à 30% à Moscou). 93% des opérations réalisées avec des cartes bancaires sont des retraits d'argent. Facilité et popularisé par la grande distribution, le crédit à la consommation est entré dans les mœurs en quelques années. Aujourd'hui, cette facilité joue contre les banques, dont beaucoup ne se sont jamais intéressées à la solvabilité de leurs clients avant le début de la crise. Les Russes sont peu endettés (14%-15% du revenu du ménage en moyenne, quand le taux atteint 70% en France et 145% au Royaume-Uni) et remboursent plus rapidement. Le premier appartement est souvent acheté vers l'âge de 25 ans et remboursé en 12-14 ans : dans un pays où l'espérance de vie n'atteint que 59 ans pour les hommes, on ne remet rien au lendemain. En ce qui concerne le crédit à la consommation, selon les chiffres d'Alttime Charles Riley, la demande de crédit n'excède pas 1500 euros dans 76% des cas. Là aussi, les Russes préfèrent ne pas s'engager à long terme : près de 60% des crédits sont remboursés en moins d'un an.

Chronique koppienne

A l'est, rien de nouveau

Lundi 30 mars 2009, la Banque mondiale a rendu public son 18^{ème} rapport consacré à l'économie russe. Ce type de littérature, au demeurant passionnant, mérite d'être soigneusement décrypté. Par exemple, lorsque la Banque mondiale indique que la crise actuelle est, depuis la seconde guerre mondiale la première à être « globale », il faut comprendre que la situation est « grave » même « très grave ». Lorsque le rapport mentionne que les effets de la crise, en Russie, ont été accentués par la « vulnérabilité structurelle du pays, due à sa dépendance aux exportations de pétrole et autres matières premières », il faut y lire une sévère critique. Klaus Rohland, directeur de l'antenne russe de la banque, enfonce le clou, rappelant que la Russie est toujours « a commodity based economy » ce qui, dans le langage feutré de la banque, n'est pas un compliment. On est presque tenté de lire « just a commodity based economy ».

La Russie encaisse de plein fouet la crise économique actuelle. Toutefois, le ralentissement était déjà engagé dès 2008. Entre 2007 et 2008, le prix du pétrole a augmenté de 35% et pourtant la croissance du PIB a ralenti, passant de 8,1% à 5,6%. La baisse de la demande mondiale, l'effondrement des prix des matières premières et le resserrement du crédit ont accéléré le mouvement. Le PIB devrait diminuer de 4,5% en 2009 et la production industrielle de 14%. Les conséquences sont éminemment prévisibles. Le chômage augmentera d'un point et touchera 12% de la population active tandis que le revenu moyen diminuera significativement. L'inflation devrait se stabiliser entre 11% et 13%.

Premier satisfecit accordé par la Banque mondiale, le plan de relance russe est nettement plus généreux que ceux de la plupart des pays du G20. Le plan pèse en effet près de 7% du PIB, quand la moyenne des pays du G20 n'y consacrent que 2% de leur PIB. La Russie joue le jeu et n'attend pas que les autres pays relancent afin d'en bénéficier sans mettre au pot. Second satisfecit, la politique monétaire dans la crise actuelle, bien qu'inefficace, est correctement calibrée. Au moins, elle n'est pas nuisible. D'un côté, les autorités russes doivent augmenter l'offre de liquidités pour éviter la contraction du crédit et le ralentissement économique. De l'autre, elles ont à éviter un effondrement du rouble. Dans un contexte de ralentissement généralisé et de diminution de l'entrée de capitaux en Russie, l'inflation serait ainsi relativement sous contrôle.

Le ton change, lorsque la Banque mondiale examine les mesures de relance budgétaire. La Russie consacre près de 3% de son PIB à alléger la pression fiscale pesant sur les entreprises, et à aider les secteurs en difficulté. Le gouvernement russe a publié une liste de 295 entreprises stratégiques pour le pays et recensé 1148 entreprises importantes au niveau des régions. Ces entreprises sont éligibles à bénéficier de lignes de crédits à un taux inférieur à celui du marché et d'allègements fiscaux. Pourtant, la liste des entreprises est trop longue, au regard des moyens engagés, pour que chacune d'entre elles bénéficie d'une aide substantielle. 75% des aides seront concentrées sur les grandes entreprises (Gazprom, Lukoil, Rosneft etc). Les critères qui

président au choix des bénéficiaires sont peu clairs. La Banque Mondiale s'insurge et réclame que les aides soient distribuées aux entreprises performantes, porteuses d'avenir et selon des règles transparentes. A contrario, la Russie confirme son choix habituel : aider les géants existants, distribuer les aides en fonctions de critères politiques et économiques et non strictement économiques. Ce qui est amusant, c'est la similitude avec la politique américaine. A l'évidence, si le marché seul guidait les choix américains, il conviendrait de fermer immédiatement les géants de l'automobile américains. Les consommateurs américains se porteraient mieux en achetant des voitures japonaises ou européennes. Néanmoins, des milliards de dollars vont fondre sur Detroit, capitale de l'automobile américaine, dont les entreprises ont toujours su faire les mauvais choix. En Russie, comme aux Etats-Unis, personne n'est prêt à abandonner ses bases industrielles, quitte à soutenir des entreprises peu performantes. Les Russes le disent avec une belle franchise, les Américains sont plus discrets. La Banque mondiale joue son rôle : rappeler les règles qui devraient prévaloir si l'économie était vraiment ajustée sur le marché. Contrairement aux dires des protestataires qui manifestaient aux abords de la dernière réunion du G20, la réponse des états les plus industrialisés à la crise économique est tout, sauf libérale. Les appels répétés à faire du FMI le nouveau « gendarme » d'un système capitaliste mieux encadré sont pourtant clairs. En Russie, mais souvent aussi ailleurs, l'Etat continue de contrôler l'économie et de

diriger les plus grosses entreprises. Si les entreprises peuvent compter sur l'Etat, la situation de la population russe, et notamment des plus vulnérables, devrait, selon les analystes de la Banque mondiale, se dégrader. Le marché du travail est très flexible, les salaires et les emplois s'ajusteront donc facilement à la baisse. Les régimes sociaux sont inexistantes ou fragiles. Le nombre de logements, notamment insuffisant, contraint 7% des ménages à partager un logement et 11% partager une chambre. 5 millions de russes passeront sous le seuil de pauvreté en 2009, les premiers touchés seront les retraités, les chômeurs, les populations rurales et les familles nombreuses. Ils ne doivent pas trop compter sur une aide de la part des autorités. 70% de l'effort consenti par le gouvernement, pour sortir de la crise, est dirigé vers les entreprises. Seul 7% sont dédiés à aider les ménages à traverser la mauvaise passe, en augmentant les versements aux chômeurs. La Russie est fidèle à ses choix économiques traditionnels : l'Etat dirige le pays, l'industrie sera sauvegardée à tout prix et la population est priée de s'adapter tant bien que mal. La Banque mondiale a de bonnes raisons de souligner certaines lacunes du plan de relance russe. « Le Vatican ? Combien de divisions ? », répondait Staline à ceux qui voulaient accorder à ce dernier un rôle dans la détermination des règles de l'ordre mondial de l'après-guerre. La Banque Mondiale manque cruellement de divisions pour se faire entendre. Après tout, ce n'est qu'une banque, et la Russie n'est pas cliente.

Pierre Kopp